



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC

89 rue Jean Duperier
33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

COMMISSAIRE AUX COMPTES

68 quai de Paludate - CS 61964 - 33088 Bordeaux Cedex - Tél. 05 57 77 32 33 – Fax 05 57 77 32 65
www.compagnie-fiduciaire.com – cf-audit@groupepcf.com

COMPAGNIE FIDUCIAIRE AUDIT, SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 650 000 EUROS
R.C. BORDEAUX 494 030 182 – N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 10 494 030 182

COMMISSAIRE AUX COMPTES, INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, RATTACHÉ À LA CRCC GRANDE AQUITAINE



ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC

Association

89 rue Jean Duperier

33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les subventions d'exploitation et concours publics de votre association sont de 4.786.497 euros pour l'exercice 2023. Nous nous sommes en particulier attachés à vérifier la conformité des options prises en matière de comptabilisation des subventions et des fonds dédiés. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées dans les comptes de votre association par l'analyse des conventions signées entre votre association et ses financeurs. Nous avons également vérifié l'antériorité des subventions et du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice.

Votre association a opté pour la comptabilisation des indemnités de fin de carrière en provision tel que cela est décrit dans la note « Engagements financiers » en page 23 de l'annexe. La provision s'élève à 136.087 euros au 31 décembre 2023. Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation de la provision et de la cohérence des hypothèses de calcul retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

«ADHM - AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC»

Suite du rapport du commissaire aux comptes - Exercice clos le 31 décembre 2023

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;


- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux,

Le 18 Juin 2024,

POUR LA SAS COMPAGNIE FIDUCIAIRE AUDIT

Commissaire aux comptes titulaire

DocuSigned by:

8D11B09D7C20443..

Tiffany HENOCQUE

Commissaire aux comptes

Pièces annexées : Bilan, compte de résultat et annexe.

Ce rapport contient 27 pages.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	38 724,98	35 541,73	3 183,25	5 729,05
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	46 002,29	46 002,29		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 400,00		2 400,00	1 700,00
	TOTAL (I)	87 127,27	81 544,02	5 583,25	7 429,05
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	240 170,30		240 170,30	199 603,82
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	89 936,35		89 936,35	337 258,54
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	116 479,01		116 479,01	
	DISPONIBILITES	1 340 437,55		1 340 437,55	1 381 118,09
	Charges constatées d'avance	22 406,65		22 406,65	(1 776,00)
	TOTAL (II)	1 809 429,86		1 809 429,86	1 916 204,45
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 896 557,13	81 544,02	1 815 013,11	1 923 633,50
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			2 400,00	1 700,00
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	237 996,12	189 660,99
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	237 996,12	189 660,99
	Autres		
	Report à nouveau	118 639,45	205 418,43
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	51 900,53	(60 293,08)
	Excédent ou déficit de l'exercice	(127 319,20)	73 749,76
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(82 368,18)</i>	<i>(28 670,26)</i>
	Total des fonds propres (situation nette)	281 216,90	408 536,10
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 377,86	5 308,06
	Provisions réglementées	14 615,34	14 615,34
	Total des autres fonds propres	17 993,20	19 923,40
	Total des fonds propres	299 210,10	428 459,50
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	92 280,27	183 028,76
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	12 731,00	25 415,80
	Total des fonds reportés et dédiés	105 011,27	208 444,56
Provisions	Provisions pour risques	25 000,00	25 000,00
	Provisions pour charges	136 087,00	122 156,00
	Total des provisions	161 087,00	147 156,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	203 256,12	170 508,49
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 482,49	124 391,02
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	950 966,13	791 242,93
DETTES DIVERSES	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		53 431,00
	Total des dettes	1 249 704,74	1 139 573,44
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 815 013,11	1 923 633,50
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(127 319,20)	73 749,76
(1)	Dont à moins d'un an	1 046 448,62	969 064,95
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	15 663,60	15 835,82
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	664 955,39	673 821,21
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 786 496,54	4 545 077,77
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 560,78	79 384,43
	Utilisations des fonds dédiés	137 674,94	128 892,79
	Autres produits	67 136,79	112 895,54
Total des produits d'exploitation		5 681 488,04	5 555 907,56
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	973 817,24	864 940,16
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	266 801,45	269 636,49
	Salaires et traitements	3 432 753,32	3 164 578,23
	Charges sociales	948 920,07	899 786,24
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 545,80	3 224,58
	Dotation aux provisions	22 813,00	1 252,00
	Reports en fonds dédiés	34 241,65	83 736,75
	Autres charges	134 439,64	163 462,70
Total des charges d'exploitation		5 816 332,17	5 450 617,15
RESULTAT D'EXPLOITATION		(134 844,13)	105 290,41

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(134 844,13)	105 290,41
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	6 580,92	420,68
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 580,92	420,68
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		6 580,92	420,68
RESULTAT COURANT avant impôts		(128 263,21)	105 711,09
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	79 358,65	13 462,46
	Sur opérations en capital	1 930,20	1 930,20
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	81 288,85	15 392,66
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	79 204,84	47 353,99
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	79 204,84	47 353,99
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 084,01	(31 961,33)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 140,00	
TOTAL DES PRODUITS		5 769 357,81	5 571 720,90
TOTAL DES CHARGES		5 896 677,01	5 497 971,14
EXCEDENT ou DEFICIT		(127 319,20)	73 749,76
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		(82 368,18)	(28 670,26)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'association ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en France. Les comptes annuels sont ainsi établis en conformité avec :

- les principes comptables généraux du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014,
- ainsi qu'avec les dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ainsi qu'avec les dispositions du règlement ANC n°2019-04 relatives aux entités gestionnaires d'Établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- ainsi qu'avec les différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base, retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux en euros courants.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Créée en 1968 à Saint Médard en Jalles, l'association d'Aide à Domicile du Haut Médoc a d'abord fait fonctionner un service d'Aide-ménagère destiné aux personnes âgées.

A partir de 1983, elle a élargi ses domaines d'interventions pour aider toutes les personnes dépendantes soit en raison de leur âge (jeunes enfants, personnes âgées), de leur handicap, de leur maladie, de leur perte d'autonomie...

Elle intervient au domicile des personnes pour aider et prévenir, à différer ou à raccourcir les hospitalisations, les placements... Elle peut intervenir également auprès de personnes placées en institutions (R.P.A, Maison de retraite...). Elle peut intervenir chez toute personne qui le demande dans le cadre des emplois familiaux, de proximité...

Elle a son siège, 89 rue Jean Duperrier-33160 Saint Médard en Jalles. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du Conseil d'Administration. Sa durée est illimitée.

Les moyens d'actions :

- Un service d'Aide à domicile
- Un service de Soins à domicile
- Un service Mandataire
- Un service de Portage de repas
- Un service de Téléassistance
- Tout autre service dont la réalisation se révèlerait utile pour accomplir les missions envisagées (tutelles, petit travaux,...)

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les secteurs géographiques :

- Aide à domicile : les communes ayant décidé, par délibération leurs C.C.A.S, d'adhérer à l'association.
- Soins à domicile : les communes figurant sur l'arrêté préfectoral.
- Aide à domicile : les communes indiquées dans l'agrément préfectoral.
- Les autres services interviennent sans limites géographiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les frais d'établissement correspondent aux frais préalables à l'ouverture et frais divers de licences informatiques.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Etat exprimé en euros

Provision pour litige avec l'association AFNOR :

Un litige existe entre l'ADHM et l'association AFNOR depuis octobre 2021. L'association AFNOR reproche à l'ADHM d'avoir utilisé leur certification (NF Service) sur les pages de leur site internet.

ADHM n'est plus certifiée "NF Service" depuis avril 2021. L'association a perdu la certification suite à la cyber-attaque de 2020. Ainsi, l'association est accusée d'usage illicite de marque et de concurrence déloyale par pratiques commerciales trompeuses.

L'Association conteste le montant de ces accusations. Les mentions de cette certification avaient été retirées de tous les documents, seul un oubli involontaire sur le site internet peut être reproché. Ce qui ne justifie pas la nature et le montant des indemnités réclamées par l'AFNOR.

Le risque est estimé à 50 K€. Pour se couvrir, l'ADHM a constitué une provision de 50%, soit 25 K€ en 2021. Le risque est toujours présent au 31/12/2023.

Fait significatif de l'exercice :

Un contrôle URSSAF sur la période 2021-2022 (SSIAD) a généré un redressement de cotisations de l'ordre de 48 K€ provenant principalement de problèmes de paramétrage de la réduction générale des cotisations. Cette charge a été constaté en résultat exceptionnel.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
	38 724,98					38 724,98
S	38 724,98					38 724,98
	2 500,00					2 500,00
	25 515,00					25 515,00
	17 690,97		296,32			17 987,29
	45 705,97		296,32			46 002,29
	1 700,00		700,00			2 400,00
	1 700,00		700,00			2 400,00
	86 130,95		996,32			87 127,27

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	32 995,93	2 545,80		35 541,73
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 995,93	2 545,80		35 541,73
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	2 500,00			2 500,00
	Matériel de transport	25 515,00			25 515,00
	Matériel de bureau, mobilier	17 690,97	296,32		17 987,29
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 705,97	296,32		46 002,29
TOTAL		78 701,90	2 842,12		81 544,02

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	14 615,34			14 615,34
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	14 615,34			14 615,34
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	25 000,00			25 000,00
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	122 156,00	22 813,00	8 882,00	136 087,00
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	147 156,00	22 813,00	8 882,00	161 087,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	678,78		678,78	
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	678,78		678,78	
TOTAL GENERAL		162 450,12	22 813,00	9 560,78	175 702,34
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			22 813,00	9 560,78	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 400,00	2 400,00	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	240 170,30	240 170,30	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 528,25	3 528,25	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	14 408,10	14 408,10	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	72 000,00	72 000,00	
	Charges constatées d'avance	22 406,65	22 406,65	
	TOTAL DES CREANCES	354 913,30	354 913,30	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	95 482,49	95 482,49		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	407 314,12	407 314,12		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	428 374,93	428 374,93		
	Impôts sur les bénéfices	1 140,00	1 140,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	114 137,08	114 137,08		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	1 046 448,62	1 046 448,62		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	CD33-SAAD	SSIAD	PAD	AUTRES HEURE	MANDAT	AUTRES
Résultat comptable (a)	(127 319,20)	(57 112,04)	(25 256,14)	(5 530,77)	(28 839,78)	(17 061,30)	6 480,83
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ 48 335,00 - 65 408,45	+ - 65 408,45	+ 48 335,00 -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat économique (c = a + b)	(144 392,65)	(122 520,49)	23 078,86	(5 530,77)	(28 839,78)	(17 061,30)	6 480,83
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ 18 024,66 - 2 476,72	+ 18 024,66 -	+ - 2 476,72	+ -	+ -	+ -	+ -
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	(128 844,71)	(104 495,83)	20 602,14	(5 530,77)	(28 839,78)	(17 061,30)	6 480,83

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT COMPTABLE	(127 319,20)	73 749,76
Reprise du résultat antérieur	(17 073,45)	22 045,31
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	(144 392,65)	95 795,07
Dont résultat effectif sous gestion propre	(44 951,02)	102 420,02
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(99 441,63)	(6 624,95)

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	189 660,99	48 335,13			237 996,12
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>189 660,99</i>	<i>48 335,13</i>			<i>237 996,12</i>
Autres réserves					
Report à nouveau	205 418,43	(86 778,98)			118 639,45
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	(60 293,08)	112 193,61			51 900,53
Excédent ou déficit de l'exercice	73 749,76	(73 749,76)		127 319,20	(127 319,20)
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(28 670,26)</i>	<i>28 670,26</i>		<i>(82 368,18)</i>	<i>(82 368,18)</i>
Situation nette	408 536,10			127 319,20	281 216,90
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 308,06			1 930,20	3 377,86
Provisions réglementées	14 615,34				14 615,34
TOTAL	428 459,50			129 249,40	299 210,10

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Mise en oeuvre nouvelle réforme SAD	25 000,00	12 500,00	25 000,00			12 500,00	
Licences Télégestion	415,80		184,80			231,00	
Subventions d'exploitation							
Convention ESMS Numériques	124 292,01		60 314,31			63 977,70	
Conf.Financeurs - Action/Prév° CDIET		21 741,65				21 741,65	
Convention ESMS Num. Chefferie	58 736,75		52 175,83			6 560,92	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	25 415,80 183 028,76	34 241,65	137 674,94			105 011,27	

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2023
Total des Charges à payer		602 292
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		33 122
FRS - FACTURES NON PARVENUES	33 122	
Dettes fiscales et sociales		569 170
DETTE PROVIS. PR CONGES A PAYER	315 287	
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	110 652	
CHARGES SOCIALES - A PAYER	48 450	
IJSS A REGULARISER	8 872	
ETAT - CHARGES A PAYER	85 910	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		90 401
Autres créances clients <i>CLIENT FACTURE A ETABLIR</i>	932	932
Autres créances <i>ORG. SOCIAUX - PROD. A RECEVOIR</i> <i>ETAT PDTS A RECEVOIR</i> <i>DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR</i>	3 061 14 408 72 000	89 469

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			22 406,65
Assurance Flotte Véhicules N+1		8 632,57	
CF Audit N+1		3 712,00	
KINTO N+1		6 746,36	
GRENKE N+1		1 360,33	
ABT REVUE FIDUCIAIRE N+1		362,63	
HEXATEL N+1		367,56	
ONPC N+1		1 225,20	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			22 406,65

Concours publics et subventions

31/12/2023

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		878 842,00	2 447 787,97		906 748,92	4 233 378,89
Subventions d'exploitation		4 000,00	549 117,65			553 117,65
Subventions d'investissement						
TOTAL		882 842,00	2 996 905,62		906 748,92	4 786 496,54

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
CD33 - PRESTATIONS APA	1 454 462,36		
CD33 - PRESTATIONS PCH	985 512,35		
CD33 - PRESTATIONS PA	7 813,26		
AUTRES PRESTATIONS AAD	906 748,92		
ARS - DGF SSIAD	878 842,00		
ETAT - AELD		4 000,00	
CD33 - DOT .COMPENS. AVT 43-54		479 349,00	
CD33 - DOT .QUALITE APA-PCH		48 027,00	
CONF.FINANCEURS - CDIET		21 741,65	
Totalisation	4 233 378,89	553 117,65	

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		81 288,85
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS DES EXS ANTERIEURS</i>	79 358,65	79 358,65
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>QUOTE-PART SUBV. VIREES AU REST</i>	1 930,20	1 930,20
Total des charges exceptionnelles		79 204,84
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS</i>	79 204,84	79 204,84
Résultat exceptionnel		2 084,01

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

(art. 20 - Loi 2006-586 du 23/05/2006)

Les trois plus hauts cadres dirigeants (Présidente, Vice-président et Trésorier) ne sont pas rémunérés.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnités de fin de carrière		136 087,00	
		136 087,00	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		136 087,00	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre N, les engagements de l'association en matière d'indemnité de fin de carrière (départs volontaires à 65-67 ans) ont été évalués conformément à la méthode préférentielle en tenant compte de différents coefficients d'atténuation (turn-over, mortalité) et d'un taux d'actualisation de 3.20%.

Ces engagements évalués à 136 087 € sont intégralement couverts par une provision de même montant.